



CTSD du 28 janvier 2022
Déclaration liminaire FSU-CGT

Monsieur le Directeur Académique,

Après 5 ans d'un règne sans partage de Jean-Michel Blanquer sur l'Éducation Nationale, le constat est au choix soit déprimant, soit tellement ridicule qu'il en deviendrait drôle. Ce ministre est prêt à tout pour aller au bout de son projet de destruction du service public d'éducation, mais pas prêt tout de même à renoncer à ses vacances au soleil ! Si les médias, toujours friands de ce genre de révélations, ont mis en avant le ridicule de la situation, pour nos collègues, c'est une preuve de plus du mépris assumé par un ministre qui les humilie au quotidien.

Car oui, apprendre le protocole sanitaire la veille de la rentrée dans un média privé, c'est de l'humiliation. Oui, ne pas fournir de masques dignes de ce nom aux travailleur·ses qui font partie des plus exposé·es face au virus, c'est de l'humiliation. Oui, changer 3 fois de protocole en une semaine sans se soucier des conséquences sur le terrain, c'est de l'humiliation. Oui, économiser 75 millions d'euros sur le budget de l'Éducation Nationale alors même que les besoins sont criants partout dans nos classes, c'est de l'humiliation ! Oui, maintenir les salaires des personnels parmi les plus bas de l'OCDE, c'est de l'humiliation.

Ce ministre aura tout de même réussi un exploit ! Celui de mettre dans la rue un nombre record d'enseignant·es le 13 janvier dernier.

Et puisque nous en sommes au moment du bilan, alors allons-y !

- La mise en place des évaluations nationales à la sauce Blanquer est un marqueur essentiel de ce projet de libéralisation de l'école. Tout y est, primarisation de la maternelle, mise en concurrence des établissements, pilotage par les résultats, fin de la liberté pédagogique ou comment se faire déposséder du cœur même de notre métier.

- La loi Rilhac et le statut de directeur supérieur hiérarchique... sortez une mauvaise idée par la porte, Jean-Michel Blanquer la fera rentrer par la fenêtre ! Pour la FSU-CGT, instaurer un rapport hiérarchique au sein des équipes modifiera en profondeur les fondements de notre métier sans apporter aucune solution. Car qu'est-ce que ce statut changera aux vraies difficultés que rencontrent actuellement les directeur·rices d'école ? Absolument rien, si ce n'est de la pression et des obligations toujours plus prégnantes.

- La mise en place des PIAL avec une précarisation toujours plus forte de personnels AESH. Le gouvernement a beau jeu de parler de luttes contre le harcèlement, de luttes contre les violences faites aux femmes, de mettre en avant des valeurs telles que la liberté, l'égalité, la fraternité.

Quelle liberté peut-on avoir quand on vit avec 800 € par mois ?

De quelle égalité parle-t-on quand les AESH, qui sont majoritairement des femmes, travaillent selon des temps partiels imposés et qui les maintiennent dans un niveau de

précarité insupportable ?

Qu'entendent-ils par fraternité quand on sait le nombre d'enfants qui ne peuvent bénéficier de l'accompagnement auquel ils et elles ont droit, quand on voit les emplois du temps ubuesques de certain·es AESH qui suivent beaucoup trop d'enfants, passent d'un handicap à l'autre et ce sans formation ! Nous, nous appelons ça de la maltraitance.

Le ministre se cache derrière les PIAL qui ont fait la preuve de leur inefficacité à apporter une aide de qualité aux élèves, mais de leur efficacité pour économiser les moyens. Économies qui se font sur le dos des AESH, mais aussi et surtout sur le dos des élèves !

- Une formation initiale qui n'a d'autre finalité que celle de fournir des moyens d'enseignement à bas coût, et qui individualise nos futur·es collègues.

- Une formation continue qui n'en est pas vraiment une. Se nourrir des expériences des un·es et des autres, c'est une chose, mais ce n'est pas de la formation.

- Jean-Michel Blanquer laissera aussi derrière lui des RASED exsangues et une formation spécialisée rabotée. La sensation des collègues que nous rencontrons au quotidien, c'est qu'on met dans les classes absolument tous les profils d'élèves sans aucun moyen. Avant, nous pouvions compter sur l'intervention des enseignant·es spécialisé·es et des psychologues scolaires, mais aujourd'hui, les postes manquent et leurs missions sont dévoyées. Ils et elles deviennent des personnels « ressources » qui pourront distiller les bons conseils au gré des demandes, sans jamais observer les enfants. Les structures d'accueil sont aussi manifestement vouées à disparaître, et nous commençons dans les classes à en ressentir les effets. La prise en charge de la différence à l'école ne peut se faire sans des moyens humains, des personnels formés en nombre et des structures adaptées. C'est ce que nous serions en droit d'attendre du service public. Malheureusement, la libéralisation et la marchandisation sont deux idées qui ont plutôt le vent en poupe dans l'esprit de nos dirigeants, et qui ne font pas bon ménage avec l'équité et la solidarité.

- Enfin, la gestion de la crise sanitaire par ce ministre aura été l'apothéose de son règne sur notre ministère. Maintes fois il a fait preuve de son ignorance de ce qu'est l'école, il a été menteur, manipulateur et d'une mauvaise foi crasse, et il nous aura aussi publiquement pris pour des idiot·es. Après le scandale des masques toxiques, nous avons appris que, dans d'autres départements, les collègues ont été muni·es de masques de chantier ! Ça laisse sans voix.

Aucune protection digne de ce nom. Les enseignant·es auront elles et eux aussi eu le sentiment d'être pris pour de la chair à COVID, car notre employeur n'a à aucun moment respecté son devoir de protection des personnels. Le taux de contamination des élèves et des enseignant·es depuis la rentrée de janvier bat des records. Les directeur·rices passent leurs dimanches à gérer les cas contacts, à remplir des attestations, contacter les familles... Certes, on a gardé les écoles ouvertes, mais au prix de l'épuisement de tous les personnels.

Vous allez aujourd'hui prononcer des mesures de carte scolaire qui impacteront les conditions de travail de nombreux·ses élèves et professeur·es l'année prochaine. Certes, les taux d'encadrement dans notre département baissent, mais le seul moyen d'offrir une école émancipatrice, équitable et de qualité à tous·tes les élèves, c'est de renforcer l'encadrement en créant des postes de RASED, de remplaçant·es, de plus de maître·sSES que de classes, il faut offrir de la formation de qualité à tous les personnels, de vraies aides à la direction et revaloriser les salaires de tous les personnel. En somme, il faut beaucoup plus de moyens, et une vraie volonté politique pour faire de l'école un moyen d'émancipation pour tous·tes les enfants, mais manifestement, les priorités de nos dirigeants sont ailleurs ! Nous attendons de voir quelles seront les vôtres.